

Pratiques solidaires, constitution de sujets politiques et actions pour le changement

Comment les associations et les initiatives solidaires émergent-elles? Comment leurs membres se constituent-ils en sujets politiques, et comment se développent leurs actions collectives? Quelles sont les possibilités de changement structurel dans la manière d'organiser le pouvoir, et quels sont les obstacles qui s'opposent à ces processus de changement?

Comment émergent les associations et les initiatives solidaires?

Les solidarités n'émergent pas dans le vide. Les six études de cas réalisées dans cette analyse féministe des pratiques de l'économie sociale et solidaire (encadré) ont permis d'identifier un certain nombre de facteurs et de processus, reliés entre eux, qui favorisent l'émergence de solidarités entre les femmes ainsi que d'associations solidaires de femmes.



Travailleuses domestiques participant à une réunion organisée dans le cadre de la Journée nationale du personnel domestique à Trivandrum, en Inde. Photo: SEWA Kerala

La construction féministe du territoire

La "crise de la reproduction sociale" dans les sociétés capitalistes et les conditions de vie qu'elle engendre ont contribué à l'augmentation de la précarité. La reproduction sociale est un concept qui englobe plusieurs dimensions. Il renvoie à la notion de reproduction des rapports sociaux et des institutions, à la reproduction de la force de travail, et à la reproduction des êtres humains. La soif intarissable du capitalisme pour générer des profits et de l'accumulation a tendance à perturber l'organisation de la reproduction sociale –sur laquelle repose la propre survie du capitalisme. Ces contradictions, qui caractérisent la "crise de la reproduction sociale", contribuent à augmenter la pauvreté, les inégalités et les tensions sociales. En réponse à cette situation, de nombreuses associations locales de solidarité ont émergé dans de multiples endroits. Elles tentent avant tout de répondre à des besoins auxquels ni l'Etat ni le marché ne répondent de manière satisfaisante, ainsi que de protéger les droits et les moyens d'existence de leurs membres et de la population. En ce sens, la crise de la reproduction sociale crée des conditions qui permettent à des associations de solidarité de voir le jour. Néanmoins, cela ne suffit pas à expliquer comment ces associations de solidarité –et en particulier les objectifs qu'elles défendent– émergent.

S'appuyant sur les études de cas, l'analyse féministe des associations de solidarité relève le fait que la "construction du territoire" et en particulier la "construction féministe du territoire" est un processus important; il

peut faciliter à la fois la formation de mouvements de solidarité et leurs actions en vue de changements concernant la reproduction sociale et les inégalités de genre. La "construction du territoire" est une forme d'identité collective, construite en opposition ou en réaction à un pouvoir imposé. Dans les cas étudiés, la construction féministe du territoire est un processus de construction de causes communes et d'identités collectives,

Encadré n°1. Aperçu du projet: Une analyse féministe des pratiques de l'Economie Sociale et Solidaire: Perspectives depuis l'Amérique latine et l'Inde

L'Economie Sociale et Solidaire (ESS) a un rôle important à jouer dans la redéfinition d'économies et de sociétés permettant un développement plus équitable, inclusif et durable. Elle ne peut cependant être véritablement transformative que si elle aborde la question de la réorganisation de la reproduction sociale, en intégrant les objectifs politiques d'égalité de genre, et de rapports de pouvoir plus équitables. Les pratiques de l'ESS permettent-elles d'aller dans la bonne direction?

Bien que les femmes jouent un rôle majeur dans les activités d'ESS, les chercheurs et les décideurs politiques n'ont commencé que très récemment à s'intéresser aux dimensions de genre. La recherche féministe sur le travail non rémunéré de soins et domestique commence à peine à nourrir la réflexion chez les décideurs politiques et dans la mise en œuvre de programmes sur le terrain, et les activités d'ESS liées à la reproduction sociale (autrement dit, la manière dont la société se reproduit elle-même) sont souvent mal reconnues. Il manque clairement une analyse féministe des différents rapports sociaux et hiérarchies de genre qui traversent l'ESS.

L'objectif de ce projet de recherche était de contribuer, avec des données empiriques et de nouvelles perspectives analytiques, à commencer à combler ces insuffisances dans la recherche et dans les politiques publiques en économie sociale et solidaire, depuis une perspective féministe.

Etudes de cas en Inde

- Karnataka: association de femmes pêcheuses d'Udupi
- Kerala: association de travailleuses domestiques du SEWA
- Tamil Nadu: organisations de femmes contre l'extraction minière à Kancheepuram District, Palar Valley

Etudes de cas en Amérique du Sud

- Argentine: organisations communautaires de soins dans les banlieues de Buenos Aires
- Bolivie: associations de productrices à Batallas, département de La Paz
- Brésil: groupes de production collectifs, agroécologiques et féministes, du Vale do Ribeira, Etat de São Paulo

Le projet a été financé par le Réseau suisse pour les études internationales (SNIS). Trouvez plus d'informations sur le projet [ici](#).



facilité par l'existence de mouvements féministes dynamiques au niveau national et local. Au sein de ces processus, et en particulier dans le cas de l'Inde, la notion d'intersectionnalité a été déterminante pour construire des alliances de genre, caste, classe et religion. Cela a permis d'élargir les solidarités, d'accorder de la légitimité à ces associations de solidarité et dès lors de les aider à atteindre leurs objectifs.

La construction de causes communes et d'identités collectives

Cette recherche a permis de montrer qu'il existe trois facteurs déterminants pour la formation d'associations de solidarité et leurs activités orientées vers l'action: (i) la reconnaissance collective par les femmes qu'elles subissent une oppression; (ii) le fait de vivre collectivement cette situation; et (iii) le fait de prendre conscience des possibilités de changer cette situation, comme le montrent leurs capacités à construire des causes communes et des identités collectives à partir d'expériences subjectives individuelles. La force et les objectifs des associations de solidarité peuvent dépendre de la capacité des femmes à atteindre ce niveau de conscience collective.

Différentes formes de solidarité ont été observées dans les études de cas réalisées. Par exemple, des femmes s'organisent pour (i) résoudre des problèmes relatifs aux soins de leurs enfants et des enfants des autres; (ii) échapper à des situations de violence; (iii) préserver leurs moyens d'existence et l'entretien de leurs familles; et (iv) aider d'autres personnes à résoudre une crise ou une situation d'oppression. Dans l'étude de cas en Argentine, les associations communautaires de soins ont émergé dans une logique collective émanant des femmes elles-mêmes. La solidarité prend ici la forme d'un activisme dans lequel les besoins personnels sont laissés de côté afin de trouver des solutions à des problèmes vécus par les femmes et par la communauté en général. Cette étude de cas montre que la solidarité entre les femmes est un processus multi-niveaux qui ne peut pas être considéré comme allant de soi. La solidarité peut exister si des problèmes communs sont reconnus, partagés, vécus, et enfin quand des actions sont entreprises pour y répondre.

Dans le cas du Brésil, l'étude a montré que pour assurer la participation des femmes, il est nécessaire qu'elles soient reconnues en tant que femmes, en tant qu'agricultrices ou artisanes, et en tant que citoyennes.



Dona Izaira, dirigeante paysanne quilombola à Ribeirão Grande. Photo: Ch. Verschuur

Des processus similaires ont été observés au Karnataka (Inde); les femmes pêcheuses d'Udupi se sont regroupées lorsqu'elles ont été menacées par des supermarchés et de grands marchés de poissons et qu'elles ont pris conscience qu'elles partageaient des conditions de vie similaires, étant discriminées en tant que femmes de basse caste, vendeuses de poissons, souvent chefs de famille et responsables de l'alimentation de leurs familles.

En plus de ces facteurs, l'obtention de résultats concrets est également déterminante pour la continuité des associations et pratiques de solidarité. Dans l'étude de cas au Tamil Nadu (Inde), par exemple, les solidarités ont émergé au fur et à mesure que les femmes ont identifié des défis communs; mais les premiers succès dans leur lutte contre la production illégale d'alcool ont aussi permis de consolider les liens entre elles. De la même manière, dans le cas brésilien, le fait d'obtenir des résultats concrets pour résoudre des problèmes spécifiques rencontrés par chaque groupe de femmes était un préalable au développement de la solidarité.

Mouvements féministes dynamiques, ONG et syndicats

Cette recherche permet de montrer que des mouvements féministes dynamiques peuvent, dans certains cas, jouer un rôle important dans la construction de subjectivités politiques qui permettent aux femmes de porter un regard collectif sur les inégalités de genre et sur les questions de reproduction sociale. Il s'agit là d'un élément important dans la construction féministe du territoire. Cela peut permettre aux femmes d'être plus conscientes du fait qu'elles sont exploitées, et renforcer leur politisation. Les femmes peuvent alors contribuer à construire des rapports sociaux plus égalitaires, et surtout à reconsiderer leur perception des différentes formes de pouvoir sur leur territoire, contribuant ainsi à construire des causes communes et une identité collective.

Tant dans le cas en Argentine que dans celui du Brésil, de fortes connections avec les mouvements féministes ont été déterminantes pour orienter les pratiques de solidarité vers les questions liées aux soins et à la reproduction sociale. En Argentine par exemple, les mouvements féministes et de femmes ont progressivement introduit une perspective de genre dans les organisations de garde d'enfants; et au Brésil, elles ont inscrit les questions de genre dans le mouvement agroécologique. Au Brésil, les ONG féministes actives dans les domaines du genre et de l'agroécologie ont également encouragé la création de groupes de femmes, en se concentrant sur les activités collectives. Cela a permis d'élargir les processus de subjectivation et de lutte politique poursuivis par des alliances féministes plus larges à un niveau national et local.

Un processus similaire a eu lieu au Tamil Nadu, où une ONG a facilité la formation de groupes de solidarité et a joué un rôle de médiateur avec l'Etat et d'autres acteurs puissants, y compris du secteur privé. En Inde, de manière générale, les alliances féministes ont joué un rôle important pour mettre l'accent sur les problèmes qui touchent les femmes travailleuses. Cela a créé un espace de discussion et de débats sur le travail des femmes qui a constitué un lieu de résistance et d'émancipation. Bien que ces processus permettent d'augmenter la prise de conscience politique et sociale des femmes et leurs capacités d'action, ils génèrent aussi souvent des tensions, des contestations et des contradictions.

Le rôle de l'Etat dans l'émergence d'associations de solidarité

Les résultats de cette recherche montrent que l'émergence des associations de solidarité est facilitée lorsqu'il existe des politiques publiques favorables à de telles initiatives sociales et solidaires. Cette relation n'est pas simple. L'Etat joue un rôle important dans le développement d'associations de solidarité, et pourtant il existe des tensions constantes avec celui-ci.



Sempreviva Organização Feminista organise un atelier avec des membres des groupes de production collectifs du Vale do Ribeira, au Brésil. Photo: Ch. Verschuur

Par exemple, en Argentine, les associations communautaires de soins ne pourraient pas fonctionner sans les ressources que l'Etat leur donne, même si celles-ci restent faibles. Au Brésil, les appels d'offre publics contribuent de manière importante au développement des initiatives agricoles de l'ESS, avec l'aide des ONG comme médiateurs. L'assistance technique et les politiques agroécologiques de vulgarisation agricole au Brésil ont été mises en place suite à un dialogue avec le mouvement de femmes rurales, des organisations féministes, et des ONG agroécologiques. Néanmoins, cette politique publique a – comme beaucoup d'autres – basculé suite au changement de gouvernement en 2016 et n'est plus mise en œuvre par les institutions publiques, des entreprises privées ou des ONG. Les coupures dans les budgets sociaux et la réduction des espaces de co-construction de politiques publiques ont un impact négatif sur la durabilité de ces initiatives.

Il existe des tensions similaires en Bolivie. Par exemple, malgré l'importance du monde associatif et le fait que la solidarité est inscrite dans la Constitution et dans la législation, le cadre légal ne permet souvent pas de traduire cela en actions et politiques concrètes. En Argentine, où les travailleurs des soins n'ont pas de statut officiel reconnu, les coopératives de soins étudiées sont fragiles. Le manque de travail décent a conduit nombre de travailleuses de soins – dont beaucoup sont hautement qualifiées et dirigeantes au sein des associations – à chercher des meilleures conditions de travail dans le secteur public. Bien que cela ait fragilisé ces associations, le fait que d'anciens membres d'associations de solidarité aillent travailler dans un cadre étatique pourra peut-être permettre d'augmenter le soutien fourni par l'Etat à ces associations.

Au Kerala (Inde), en plus du mouvement de base SEWA, l'Etat soutient les pratiques solidaires par le biais du *Women Component Plan* (WCP). Dans ce cadre, les femmes s'organisent en groupes d'entraide, au sein du programme national appelé Kudumbashree. Alors qu'au niveau personnel, les attentes économiques visant à avoir un “meilleur” travail ont augmenté grâce à ce programme, cette recherche n'a pas permis de constater l'émergence de changements plus radicaux dans la société. Des féministes ont critiqué le manque de potentiel transformatif de Kudumbashree, incapable selon elles de transformer les relations de pouvoir traversées par le genre qui engendrent les injustices de genre.

Finalement, au Karnataka (Inde), la relation que les femmes pêcheuses d'Udupi entretiennent avec l'Etat est également marquée par des contradictions. Bien que l'Etat reconnaîsse leur droit à des moyens de subsistance, il continue à reléguer le travail des femmes dans la sphère reproductive. Les femmes sont considérées comme des mères qui alimentent leurs familles et non comme des travailleuses, comme le sont les hommes pêcheurs. Le manque de reconnaissance du travail des femmes, et des femmes comme travailleuses, constitue donc un problème que l'on retrouve dans les différents cas étudiés.

Comment les membres se constituent-ils en sujets politiques, et comment les actions collectives émergent-elles dans les associations de solidarité?

Le processus de délibération

Un mode démocratique et participatif de gouvernance, basé sur la discussion et la délibération, constitue un aspect clé des pratiques solidaires. Il s'agit d'un moyen qui peut permettre aux femmes de devenir, dans certains cas, des sujets politiques actifs. La délibération est un processus qui peut aider à façonner le programme politique des associations de solidarité, et qui permet aux femmes marginalisées de renforcer leur pouvoir et de réaliser des actions en vue de changements. Au sein de ce processus, des identités collectives et des causes communes se dessinent et se renforcent, ce qui permet à des associations de solidarité de se créer et de développer leurs capacités d'action en vue de changements, accroissant ainsi la politisation des femmes marginalisées.

Une délibération véritable est un processus horizontal qui se caractérise par une participation démocratique et une discussion. Cela peut prendre la forme d'assemblées périodiques ou de réunions régulières, formelles ou informelles, où les membres échangent leurs expériences, leurs informations et leurs savoirs. Il s'agit d'un processus auto-géré où les décisions sont généralement prises de manière collective et démocratique, souvent par consensus. Les réunions peuvent être planifiées en fonction de sujets proposés par chacun des participants. Le processus de délibération est crucial pour comprendre la manière dont les

initiatives solidaires sont organisées, et leur fonctionnement. Ce processus se reflète également dans les structures de gestion des associations étudiées, souvent inspirées de modèles égalitaires et non-hiéronymiques.

Même dans les cas où il existait des hiérarchies et des structures dirigeantes définies (par exemple, au Karnataka et au Kerala), les femmes ont appris elles-mêmes, grâce au processus de délibération, à s'organiser, à travailler ensemble et à négocier avec d'autres acteurs plus puissants. Au Karnataka par exemple, malgré les hiérarchies qui existaient dans la structure associative, le processus quotidien de délibération conduit par des femmes leur a permis de garder le pouvoir à la tête de l'association et dans d'autres postes en discussion. Cela a été rendu possible car les espaces de délibération ont été élargis au-delà de l'espace formel utilisé dans les réunions associatives vers d'autres espaces comme le marché. Dans ces espaces, les échanges quotidiens ont permis aux femmes de partager des informations, de discuter et souvent de s'impliquer de manière critique dans le fonctionnement de l'association.

On peut dire en ce sens que la délibération démocratique et la discussion aident à "opérationnaliser" les activités solidaires collectives en vue d'objectifs ou d'actions collectives pour le changement. Ceci peut être considéré comme une forme de gouvernance interne qui structure le "programme politique" de ces femmes. Cette forme de gestion et de prise de décisions engendre un sens de la communauté, dans laquelle des idées d'appartenance et d'identité collective sont bien enracinées. Certaines femmes ont ainsi réussi à défier l'Etat, à influencer les politiques publiques, et donc à protéger leurs droits et leurs moyens d'existences ainsi que ceux de leurs communautés.

La construction d'une action collective pour le changement

Dans cette recherche, il a été constaté que le fait qu'une thématique soit susceptible de faire l'objet d'une action collective dépend du domaine auquel elle est associée, privé ou public. Par conséquent, les perceptions de ce qui est considéré de l'ordre du privé et du public ont des conséquences importantes pour les femmes et pour les questions relatives au genre concernant leurs activités, subjectivités et actions. Ce processus est lié à la construction d'une cause commune et d'identités collectives. Par exemple, dans l'étude de cas réalisé avec des associations communautaires de soins en Argentine, les questions liées aux soins et à la reproduction sociale ont été formulées comme des problèmes d'ordre public qui affectent tout le monde, et en particulier les femmes marginalisées, et qui requièrent dès lors une action collective. Formuler cette question comme étant de l'ordre du public permet de collectiviser la question des soins et de favoriser l'émergence d'associations de solidarité. Cela permet également de forger l'activisme politique des femmes, et de galvaniser leurs actions dans ce domaine. Néanmoins, ceci n'a pas été le cas dans tous les cas étudiés.

Dans le cas de la Bolivie par exemple, la reproduction sociale est une question reléguée exclusivement à la sphère privée. Les critiques sur le manque de qualité des systèmes éducatifs, de santé et de soins sont donc uniquement exprimées à un niveau individuel, appelant des solutions individuelles plutôt qu'une réclamation collective de droits. De la même manière, alors que des femmes membres d'associations de producteurs sympathisent avec des femmes qui font face à des problèmes de garde d'enfants ou de violence domestique, ces problèmes ne sont pas formulés comme étant des questions d'ordre public qui affectent toutes les femmes et qui nécessiteraient une action publique ou associative. La violence

domestique et les soins aux enfants sont plutôt considérés comme des problèmes génériques qui affectent les femmes à un certain moment de leurs vies, ce qui signifie accepter implicitement les inégalités de genre et l'oppression basée sur le genre inhérente à la société. A un niveau plus général, des organisations de femmes et féministes ont certes questionné cette séparation, mais leurs voix ont été entendues uniquement à certains moments politiques.

Dans le cas des associations de femmes pêcheuses au Karnataka (Inde), il a été constaté que certaines questions sont considérées comme de l'ordre du privé, alors que d'autres sont perçues comme relevant de l'ordre public et requérant une action collective. Par exemple, l'association de femmes réclame que les moyens de subsistance et la sécurité sociale, considérées comme des questions primordiales, soient traitées au niveau public. Par contre, la question de la garde des enfants n'est pas abordée. Les femmes comptent sur du soutien auprès d'autres femmes (des parents ou des voisins), une pratique ordinaire qui n'est pas remise en question dans la sphère publique. De la même manière, la violence domestique peut être discutée et abordée dans le cadre de l'association, mais pas au-delà de références spécifiques à des cas individuels. En d'autres termes, de la même manière qu'en Bolivie, la violence domestique est vue comme un problème qui touche la vie des femmes, mais pas comme un problème intrinsèquement lié à la condition féminine, qui nécessiterait une action collective en vue de changements. Au lieu de cela, l'association se repose sur des modes classiques de résolution de problèmes (comme mobiliser l'aide de deux hommes qui soutiennent l'association afin qu'ils parlent avec l'homme auteur de l'agression). Cette manière de faire renforce pourtant les normes de genre qui empêchent les femmes d'aborder les problèmes de violence domestique avec les hommes.

Quels sont les possibilités de changements structurels dans la manière d'organiser le pouvoir et quels sont les obstacles qui s'opposent à ces changements?

Il a été constaté dans cette recherche que des espaces de contestation de la domination sociale et des rapports de pouvoir émergent. Néanmoins, les changements sont lents et fragiles. Deux principaux défis ont été relevés dans les cas étudiés: (i) l'Etat; et (ii) les régimes d'accumulation du capital et le patriarcat.

L'Etat

Une des principales activités des associations de solidarité étudiées dans ce projet consiste à négocier avec l'Etat afin d'obtenir davantage de droits, que cela soit pour plus de ressources (Argentine, Brésil), de



Femmes manifestant pour le commerce équitable à La Paz, en Bolivie.
Photo: Isabelle Hillenkamp

reconnaissance (Argentine, Brésil, Kerala), de protection des moyens de subsistance (Brésil, Tamil Nadu, Karnataka). Dans la plupart des cas, ces associations ont effectivement réussi à défier l'Etat d'une manière ou d'une autre. Néanmoins, ces succès semblent fragiles à l'heure actuelle. En Argentine et au Brésil, des changements de gouvernement ont conduit à la suppression du soutien et au renversement et à l'interruption de nombreuses politiques et mesures d'appui à ces initiatives. Au Tamil Nadu, bien que les mobilisations des femmes contre l'extraction minière de sable qui menace leurs existences aient permis des changements dans les politiques étatiques et l'adoption de nouvelles mesures régulatrices, celles-ci n'ont pas été appliquées correctement, et il y a eu peu de changements sur le terrain. Au Karnataka, après avoir réussi à obtenir une garantie du gouverneur de l'Etat pour qu'aucun nouveau marché de poissons n'ouvre, la situation a l'air plus fragile que jamais – les femmes se rendant compte que ce n'est qu'une question de temps avant qu'elles ne perdent leurs moyens de subsistance.

En Bolivie, le manque de volonté politique –et dans certains cas la faible capacité de l'Etat– à transformer le cadre légal en actions concrètes sont des obstacles qui empêchent d'avancer. De plus, l'incohérence des politiques étatiques, dans lesquelles l'Etat a tendance à mettre la priorité sur les secteurs économiques soi-disant stratégiques, comme l'extraction d'hydrocarbures et minière, au détriment des initiatives associatives, a affaibli la production dans l'agriculture et l'élevage. Par ailleurs, les associations de producteurs ont du mal à faire entendre leurs voix dans les débats locaux, car l'Etat favorise d'autres acteurs –en particulier des syndicats paysans et des conseils de quartiers. Tout cela a conduit à une fragmentation des acteurs des associations de solidarité au niveau national. Cette fragmentation limite les possibilités de dialogue avec l'Etat et dès lors les possibilités de politisation. Dans ce contexte, le programme politique des associations de solidarité tend à être subordonné à celui des syndicats de paysans qui occupent une position de force au sein du gouvernement, malgré le fait que la fonction locale des syndicats de paysans soit socio-politique et non socio-économique.

Régimes d'accumulation de capital et patriarcat

Les analyses féministes ont montré que les pratiques et les associations solidaires sont en tension constante avec le patriarcat et le capitalisme. Il s'agit là d'un défi majeur pour elles, qui affecte leur durabilité et leurs capacités à obtenir des changements structurels. Dans le cas en Bolivie par exemple, l'association continue d'avoir un discours masculin qui prête peu d'attention aux questions de reproduction sociale. Au Karnataka, bien que l'association de femmes pêcheuses d'Udupi ait eu un impact positif sur les moyens d'existence des femmes, les responsabilités dans les activités de reproduction sociale n'ont pas changé. Par contraste, l'association adopte et utilise au contraire un discours patriarcal, de manière stratégique, pour soutenir sa cause et renforce ainsi dans une certaine mesure les normes de genre. De plus, alors que l'association défie l'Etat et le libre-marché, elle ne remet pas en question les structures sous-jacentes ou les normes patriarcales. Au contraire, l'association réclame de manière limitée des protections, axées sur les bénéfices sociaux disponibles dans le cadre du système capitaliste. Cela confine les femmes dans des existences de subsistance, au lieu de les pousser vers des actions transformatives. De plus, le fait de travailler dans le cadre dominant du marché signifie que des pratiques d'accumulation pénètrent dans l'association et créent de la compétition entre les vendeuses de poissons. Cela souligne la fragilité de la solidarité qui peut se déployer dans ce cadre. Redéfinir ces luttes en direction d'un mouvement décolonial, antipatriarcal et anticapitaliste est ainsi crucial si l'on veut pouvoir impulser des changements structurels.

Des processus similaires ont également été observés dans l'étude de cas au Brésil. Au fur et à mesure que l'association solidaire de femmes paysannes a grandi, la compétition a augmenté, de même que le besoin de trouver des marchés alternatifs. Cela illustre les multiples défis auxquels ces groupes sont confrontés. De plus, dans la mesure où la conscience politique des femmes augmentait, celles-ci ont été considérées comme empiétant sur des prérogatives considérées comme réservées aux hommes, comme la gestion de la terre et des ressources naturelles. Cela a créé des conflits entre les femmes et d'autres associations, en particulier celles gérées par des hommes. Des pressions ont même été exercées sur des groupes de femmes et des institutions municipales par des associations qui essayaient de récupérer ces soi-disant prérogatives. Etant donné le contexte patriarcal dans lequel ces femmes vivent et travaillent, qui va de pair avec des taux élevés de violence et de criminalité, ces pressions causent de l'anxiété et de l'insécurité parmi les femmes. Cela a conduit de nombreuses femmes à vouloir réduire leurs responsabilités et modes de faire. Ainsi, les possibilités d'élargir les processus de subjectivation et de lutte politique dépendent de la capacité des acteurs locaux et des intermédiaires à ajuster leur vision du changement aux diverses conditions et réclamations locales, en conjuguant les dimensions d'autonomie économique, de reconnaissance socio-politique et d'auto-organisation.

Recommendations

- Analyser les conditions qui permettraient d'augmenter l'implication des organisations de la société civile et de mouvements critiques féministes avec des associations de solidarité, pour construire un mouvement s'orientant vers des résultats plus transformatifs.
- Analyser les conditions qui permettraient d'amplifier les espaces de dialogue entre la société civile et l'Etat, afin d'élargir les programmes d'égalité de genre et de développement durable.
- Analyser les possibilités et les défis pour l'adoption d'approches féministes dans l'organisation de la reproduction sociale dans les initiatives d'ESS.

Encadré n°2. Equipe du projet

Coordination

Coordinatrice: Christine Verschuur; Co-coordonnateur: Filipe Calvão; assistantes de recherche: Yira Lazala, Laïs Meneguello Bressan (Institut de hautes études internationales et du développement/IHEID)

Equipes de recherche sur le terrain

Argentine: Marisa Fournier et Erika Loritz (Universidad Nacional de General Sarmiento/UNGS)

Bolivie: Ivonne Farah, Gabriela Ruesgas et Fernanda Sostres (CIDES, Universidad Mayor San André; Isabelle Hillenkamp (Institut de recherche pour le développement/IRD-CESSMA)

Brésil: Miriam Nobre (Sempreviva Organização Feminista/SOF); Isabelle Hillenkamp (Institut de recherche pour le développement/IRD-CESSMA)

Inde (Kerala): Rajib Nandi (Institute of Social Studies Trust) avec l'aide de Sheena Basheer et Sonia George

Inde (Tamil Nadu): Isabelle Guérin (Institut de recherche pour le développement/IRD-CESSMA); Govindan Venkatasubramanian et Santosh Kumar (Institut Français de Pondichéry)

Inde (Udupi): Kaveri Haritas (O.P. Jindal Global University)

Partenaires

Kalpana Karunakaran (Indian Institute of Technology Madras); Jean-Louis Laville (Conservatoire National des Arts et Métiers /CNAM); Ibrahim Saïd (UNRISD)

Ce texte a été traduit en français par Saskia Velasquez.